

L'ESPACE PUBLIC OPPOSITIONNEL AUJOURD'HUI

Oskar Negt

Assoc. Multitudes | *Multitudes*

2009/4 - n° 39
pages 190 à 195

ISSN 0292-0107

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-multitudes-2009-4-page-190.htm>

Pour citer cet article :

Negt Oskar, « L'espace public oppositionnel aujourd'hui », *Multitudes*, 2009/4 n° 39, p. 190-195. DOI : 10.3917/mult.039.0190

Distribution électronique Cairn.info pour Assoc. Multitudes.

© Assoc. Multitudes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'espace public oppositionnel aujourd'hui

Oskar Negt

Je vais vous parler de l'espace public oppositionnel, dont l'une des formes se présente sous nos yeux, ici et maintenant, en plein dans le sujet.

Pour être clair dès le début, nous sommes pris, depuis six mois, dans la crise la plus grave et la plus durable de la forme contemporaine du capitalisme. Ce qui me surprend le plus est la faiblesse de réactions à cela et la rareté des intellectuels capables de prendre la parole afin de légitimer une politique de gauche. Cette situation est très contradictoire. Je ne m'en tiendrai pas à cette attitude de regrets. Je ne veux pas en rester à ce travail de deuil, mais je voudrais comprendre comment les choses ont pu s'engager aussi mal, afin d'arriver à une prise de conscience élargie au sujet de la constitution capitaliste du monde, qui se manifeste désormais sous sa forme historique la plus pure. Pour la première fois, le capitalisme fonctionne exactement comme Marx l'avait exposé dans *Le Capital*.

Aujourd'hui on doit constater que toutes les barrières à la libre évolution du capitalisme, incarnées par l'État social, qui sont corrodées depuis vingt ans déjà, sont en train de craquer. Les formules à la mode sont la « désétatisation » ou le « *disembedding* ». Cela signifie

que l'on supprime, ou que l'on souhaite supprimer, toute forme de contrôle pour que les forces créatives du capitalisme puissent suivre leur libre cours. Ce mouvement est arrivé à un point, où ces forces rendent visible la véritable autodestruction du système capitaliste, ce qui fait que les États prétendument superflus sont appelés pour sauver ce système en y injectant des milliards de dollars. Je ne sais pas encore qui va payer les frais de ce transfert des budgets publics vers le monde financier.

Pourtant, le capital financier n'est pas le seul enjeu, puisque des profonds changements de société se sont déroulés sous nos propres yeux. Par exemple, le problème du chômage de masse durable n'est pas un problème conjoncturel lié à la récession. Tout le monde sait que la fabrication de voitures nécessite de moins en moins de main d'œuvre humaine. La rationalisation des processus de production de tous les biens marchands, voitures, machines à laver, ordinateurs, se passe de plus en plus du travail humain. C'est bien un problème de ce modèle économique, qu'on croit être l'unique ordre possible.

Au début des années 1980, l'idée de la « société des deux tiers » a émergé. Selon elle, deux tiers de la société étaient composés par

des personnes bien établies, ayant un emploi et qui avaient de véritables perspectives dans l'existence, alors que le tiers restant serait condamné à vivre en marge de la société. Désormais, je considère que cette idée est dépassée. Dans nos sociétés très développées – je ne parle pas ici des pays de la périphérie, qui constituent la grande masse de la population mondiale – une partition en trois parties s'affirme. Un tiers de la population est bien intégré, se sent à l'aise et ne développe aucune conscience de la crise actuelle; en fait partie ce management bancaire qui a mené les établissements vers la banqueroute, mais qui ne rougit aucunement lorsqu'il s'agit d'obtenir des bonus considérables de la part de ces mêmes banques. Ce sont des gens qui pillent les richesses de la société, qui se sentent rassurés sur le plan politique, et qui votent majoritairement pour Merkel, Sarkozy ou Berlusconi. Le deuxième tiers de la société représente un potentiel explosif, en étant exposé à des conditions de vie précaires, d'un job à l'autre, d'un contrat à l'autre, ce qui rend difficile les perspectives d'avenir puisque l'horizon de vie change d'un jour à l'autre. Enfin le troisième tiers est l'armée grandissante des surnuméraires, dont ce système de production n'a plus besoin. Je pense qu'il est très dangereux de déconnecter ainsi un tiers de la population des rapports de vie et de travail dominants de la société, ce qui renvoie au problème structurel de cette société. La crise financière n'est que le symptôme de ce problème et non pas sa cause.

Jeremy Rifkin, un journaliste américain, a dit un jour qu'il était grave et dramatique d'exploiter les gens, mais qu'il était plus grave encore qu'on n'ait plus besoin d'eux, même pour les exploiter, en les rendant superflus. J'évoque ici uniquement ce qui se passe dans la profondeur de nos sociétés, et non pas de l'agitation qui règne à Wall Street ou dans les banques américaines. Ici, l'angoisse, le poten-

tiel brut de la peur a tellement augmenté que les êtres humains ne savent plus comment imaginer leur avenir. Cette peur neutralise la question fondamentale qui est de savoir où en sont les gens vivants et le travail vivant (*lebendige Arbeit*), en contrepoint au travail mort du capital? Afin d'avancer vers une solution, il faudrait admettre le fait qu'un segment limité de l'activité prend en charge la production marchande, et je ne pense pas qu'il soit utile de maintenir toute une série d'usines industrielles qui ont contribué à créer la misère actuelle par leur régime de surproduction. Même si je ressens subjectivement le poids menaçant du chômage, et l'envie de subventions étatiques dans ce domaine, il faut dire que cela ne règle pas le problème structurel. À mon sens, il s'agit de développer un nouveau concept de travail, tourné vers une forme de travail en faveur du bien commun, et qui serait aussi financé par la collectivité.

L'une des contre-tendances à la régression actuelle serait de considérer que l'économie est un problème intégral de notre culture. Lorsque les normes de gestion économique s'éloignent à ce point du bien commun, lorsqu'une vision étroite du management d'entreprise s'impose dans la société, alors nous faisons face à un concept d'économie qui représente au fond le gaspillage, et non pas une économie de la rationalisation. À ce propos, il existe des exemples flagrants, comme les coupes budgétaires dans les écoles publiques, les Universités, les hôpitaux, où il s'agit d'économiser sur tout, alors que des budgets de plusieurs milliards apparaissent soudainement pour renflouer les banques. Cette contradiction, entre la paupérisation publique et les richesses débordantes de l'économie n'a pas encore pénétré la conscience d'un grand nombre de personnes, mais elle crée néanmoins une sédimen-

tation mentale, qui crée des formes de colère, de résistances et un besoin de s'exprimer. Il y a donc des potentiels de colère dans la société qui peuvent très bien être canalisés par les droites, si les mouvements démocratiques n'arrivent pas à saisir cette ambivalence dans la perception des gens en la transformant politiquement.

Il faut donc penser l'économie autrement, une fois qu'elle sera réintégrée dans sa dimension culturelle. Quel est le sens de l'activité économique, qu'est-ce que le travail aujourd'hui, quel est le but d'une bonne vie ? Il faut arrêter cette économie du gaspillage que nous connaissons, que j'appelle la première économie, et passer à une autre forme d'économie qui serait une seconde économie de l'épargne, en investissant notamment dans les secteurs de l'éducation, de la formation et d'autres domaines qui nous semblent essentiels. Personnellement, j'ai quelques doutes à savoir, si après la crise financière, on pourra voir émerger une nouvelle pensée économique, à la manière d'Aristote, qui parle d'une économie intégrale de la maison. Plus tard, je tenterai de faire apparaître les leviers qui peuvent faire avancer de telles alternatives dans la société d'aujourd'hui.

Il s'agit de créer un espace public approprié, une *Öffentlichkeit*, ce qui représente un acte fondamental, car personne ne peut sortir du cercle fermé de la situation actuelle de ses propres forces individuelles. La constitution d'un espace public propre est l'un des éléments décisifs de la résistance et de la formulation d'alternatives. J'attribue à l'espace public le rôle clé dans la production d'une conscience de notre temps. À l'heure actuelle, les syndicats en Europe n'ont pas accès aux véritables problèmes auxquels nous sommes confrontés dans cette société capitaliste.

Il existe toujours deux types d'espace public. Ce qui se manifeste dans l'espace

public bourgeois, la *bürgerliche Öffentlichkeit*, n'a rien à voir avec les formes de luttes directes contre la crise sociale structurelle, puisque cet espace public « officiel » répète largement le langage et la symbolique de l'ordre économique. Cet espace public se prononce pour ou contre le soutien aux banques ou au secteur de l'automobile par exemple. Une information toute récente concernant la Real Estate Bank nous apprend que les frais de sa faillite pourraient être équivalents à plusieurs fois celle des Lehman Brothers. Il faudrait plus de 400 milliards pour la sauver. Imaginez les sommes en jeu. Il y a un an, on nous parlait de pertes en millions d'euros ou de dollars, alors que nous sommes maintenant passés aux milliards. Qu'est-ce que cela signifie pour les valeurs et mesures de cette société ?

C'est une chose fatale, et il y a à l'heure actuelle un risque très important que les gouvernements conservateurs de l'Europe tentent de mettre la main sur les mass médias, la télévision, la presse. C'est ce qui s'est déjà passé en Italie avec Berlusconi et le même phénomène se produit aujourd'hui en France, demain en Allemagne. Comme les aspects structurels de la crise ne sont pas visibles pour tous, on tentera de faire en sorte que les médias continuent à occulter cette réalité et à la passer sous silence. Voilà pourquoi nous avons besoin d'une réalité oppositionnelle d'une toute autre ampleur que les initiatives ponctuelles qui s'amorcent aujourd'hui.

Évidemment les syndicats constituent toujours des organisations de masse et un cadre important, au sein duquel peut grandir cet espace public oppositionnel, à travers la prise de parole de certains groupes sociaux comme les enseignants, les étudiants et d'autres encore. Car cette crise touche le psychisme de beaucoup de personnes, jusqu'au cœur des classes moyennes. Cette couche moyenne est justement celle qui est

en train de s'effondrer aux États-Unis, et le rêve américain avec elle. La classe moyenne est en train de voler en éclats, partout. Concernant les syndicats, et je pense plus particulièrement au cas de l'Allemagne et de l'Autriche que je connais bien, ils prennent peu à peu conscience que nous sommes face à un problème structurel, et non conjoncturel. Autrement dit, même si l'économie repartait, ce qui n'est pas encore clair, on ne reviendrait pas au statut *quo ante*. Nous sommes confrontés à une crise culturelle, qui est alimentée par les développements économiques qui ne font qu'alourdir le problème.

Pour cela, je voudrais insister sur le sens de la crise culturelle, telle que je la comprends. Nos anciens systèmes de valeurs et de normes sont en crise. C'est une crise qui ébranle les anciennes normes et valeurs, qui peuvent donc difficilement être transmises aux jeunes générations, alors que nous n'en avons pas encore de nouvelles, les anciennes n'ayant pas été remplacées. Nous sommes entrés dans une période de recherche culturelle active, une quête de sens. Émile Durkheim, pour décrire cette situation ambiguë, a utilisé le terme d'*anomie*. Les règles ont été suspendues de façon anémique, ce qui veut dire qu'elles existent encore mais ne produisent plus d'effet. Je vais en donner trois exemples.

Je reprends les mots de Durkheim qui parle de « vide moral ». Il ne veut pas dire par là qu'on ne peut plus avoir d'attitudes morales, mais que l'ancienne morale n'a plus de validité. Prenons un aspect qui comporte un grand risque. Le système capitaliste dans lequel nous vivons essaie de détruire les liens sociaux. Lorsque le personnel d'une entreprise comme Siemens, Peugeot ou n'importe laquelle autre, manifeste un attachement au collectif de travail au sein de l'usine, il est nettement plus difficile de discipliner les salariés

que si le personnel ne fait que son « job » et ne pense pas à résister aux licenciements, aux externalisations. L'absence de lien est un objectif programmatique de la société qui se définit par son ordre économique.

Finalement, même des libéraux, comme Dahrendorf, en viennent à craindre un monde sans attaches, dont le principal ressort serait la violence. Là où les liens directs se perdent s'accroît le potentiel de violence au sein de la société. Pourtant, cet auteur avait été l'un des premiers à célébrer l'absence d'attaches au sein du monde globalisé comme étant un acte de libération. Aujourd'hui, beaucoup de libéraux prennent peur devant les effets du système qu'ils ont préconisé. Il est d'autant plus dangereux de détruire les attaches que d'autres sont tout à fait disposés à en proposer, mais dans un sens que nous ne pouvons pas souhaiter. Je pense par exemple au Pape ou aux sectes cléricales, évangélistes, islamistes et d'autres encore, qui sont opposés à l'*Aufklärung*.

Prenons deux exemples plus précis de la disparition de lien social, sans qu'il soit remplacé par autre chose. Au sujet du travail, je pense aux grands utopistes comme Campanella, Francis Bacon, Thomas More, qui rêvaient que quand le travail serait devenu tellement productif, tout le monde se consacrerait à la vie culturelle. Campanella penchait plutôt pour une vie culturelle axée autour de la prière et de la réflexion religieuse, Bacon pensait que 9 heures de travail par semaine seraient suffisantes pour assurer un bien être matériel à tous et le temps ainsi libéré serait consacré à la qualité de la vie. Si ces utopistes voyaient les sociétés dans lesquelles nous vivons aujourd'hui, ils se rendraient compte que nous produisons mille fois plus que ce qui était produit dans leurs propres sociétés et constateraient que, malgré tout, nous sommes assaillis par des

problèmes économiques comme les délocalisations. Ils diraient que nous sommes complètement fous. Ce qui est vrai. Nous sommes complètement fous de nous soucier en permanence de facteurs qui conduisent à la surproduction, alors que cette surproduction ne fait que saturer le marché.

La réduction du temps de travail reste un élément essentiel de toute stratégie alternative. Il est clair selon moi que 9 ou 10 heures de travail hebdomadaires suffiraient à assurer notre confort matériel. On aurait alors réellement du temps pour se consacrer à des préoccupations culturelles. On ne peut pas considérer 35 heures comme la fin de la diminution du temps de travail si la forme de capitalisme que nous connaissons actuellement veut continuer à survivre. Lors de la grande grève pour le passage aux 35 heures en Allemagne, que j'avais publiquement soutenu, Oswald Nell Breuning le théoricien du catholicisme social, m'a interpellé, en me disant à peu près ceci : *« Jeune ami, vous plaidez pour la semaine de 35 heures, mais à mon sens 9 heures seraient amplement suffisantes pour couvrir les besoins de tous ! »*. Si on veut survivre au sein du système actuel, il faut continuer la réduction collective du temps de travail, pour éviter qu'un secteur industriel et marchand de plus en plus étroit alimente toute la société, ce qui n'a pas de sens. Pourquoi faire travailler cinq ans de plus, un grand-père de 57 ans, simplement pour assurer l'équilibre financier des caisses de retraite... alors que sa fille de 40 ans est au chômage et que son petit-fils de 19 ans ne trouve toujours pas de poste d'apprentissage ? Pourquoi obligerait-on ce grand-père à accaparer sept ans de travail supplémentaires en les ôtant à la jeune génération ? C'est un système complètement absurde et anti-humaniste si l'on pense à l'enjeu de la dignité et de l'amour-propre.

Le travail marchand doit être endigué, réduit et réparti sur toute la société, afin d'éviter que le chômage de masse ne conditionne la situation de tous, en imposant l'exploitation de soi et la servitude volontaire à ceux qui ont un emploi stable. Car l'angoisse du licenciement est la face complémentaire de cette situation fatale, provoquant un taux de maladie professionnelle considérable, engendré par la peur et par l'auto-exploitation des salariés. Il y a aujourd'hui un nombre élevé de maladies liées au travail et une multiplication des cas de dépressions, voir de suicides. En Allemagne, le nombre de patients bénéficiant de thérapies socio-psychiatriques a été multiplié par dix ces dernières années. Le taux de maladies corporelles a diminué, alors que les maladies psychiques explosent.

Prenons maintenant l'exemple de la famille. La famille bourgeoise, au sens hégélien du terme, n'existe plus. Chez Hegel, la famille s'incarne dans le mariage, la propriété et l'éducation. Si la famille existe encore comme norme sociale ou comme institution, elle devra se développer sous des formes tout à fait différentes aujourd'hui, selon un mode de relation générationnel nouveau. Cela permettrait de maintenir la transmission culturelle, qui ne peut se faire qu'à travers des rapports de proximité. Pour qu'un individu puisse affronter la vie, il a besoin d'avoir vécu ces situations d'apprentissage par la proximité, ce qui ne peut être assuré par l'ordinateur le plus puissant qui existe. Le fait qu'aux États-Unis, 48% des familles sont monoparentales, ce qui fait que les liens de proximité vivants sont souvent décimés, devrait provoquer un débat critique.

Pour finir, j'aimerais revenir sur la question de la mondialisation. J'ai essayé pendant cet exposé de montrer que tous les

problèmes auxquels nous sommes confrontés viennent de nous-mêmes et non pas de la mondialisation. Souvent, le terme de mondialisation n'est utilisé que pour exercer une certaine pression sur les salariés. Souvent, les entreprises industrielles renoncent finalement à cause des problèmes de qualité qu'elles rencontrent en dehors de l'Europe. La mondialisation n'est pas la source de nos soucis actuels, elle en est bien plus la conséquence.

Il faut bien voir que nous sommes face à un vice de construction de nos sociétés. Le système de financement et de crédit s'est peu à peu déconnecté de la production. Le PDG de Porsche vient de faire un rapide bilan de la situation de son entreprise, en déclarant 8,5 milliards de profit pour un chiffre d'affaire qui n'était que de 5,3 milliards d'euros. Comment est-ce possible ? La différence de trois milliards provient simplement d'opérations à risques sur les marchés financiers. C'était simplement le fruit de la spéculation. Autrement dit, une part de plus en plus importante du bénéfice des entreprises est réalisée sur le marché de la finance et n'est pas réinjectée dans la production.

Les bénéfices étaient bien plus faciles à réaliser sur les marchés boursiers qu'à travers la vente de voitures. Le scandale absolu dans cette affaire, c'est que les syndicats de l'automobile ont fortement soutenu cette stratégie. L'argent s'est finalement retrouvé déconnecté de la production industrielle. On dit même que pour un dollar consacré à la production industrielle, 300 dollars circulent dans le système financier mondial à la manière de spectres. Dans ces conditions, le système devait bien finir par s'écrouler, certains l'avaient d'ailleurs prédit. L'argent doit repasser par le système productif au sens large du terme, au lieu de circuler en vase clos dans la sphère spéculative.

Vous aurez remarqué que je n'ai finalement qu'assez peu évoqué l'espace public oppositionnel. Pour que les problèmes auxquels j'ai fait allusion dans cette intervention puissent prendre une forme politique, un tel espace public doit se former de manière durable et cohérente. Cela n'a pas de sens de manifester dans la rue et de coller des affiches, si la contestation n'est pas saisie comme une ébauche d'un processus créatif de l'appropriation politique, qui se prolonge à travers une délibération permanente. Au sein des écoles, des Universités, des entreprises, il manque une forme politique pouvant recueillir et sédimenter les expériences oppositionnelles.

Ce sont ces questions qui détermineront si nous serons confrontés dans l'avenir à un espace public classique et bourgeois, ou si nous verrons apparaître un espace public oppositionnel, à caractère plébien, capable de fédérer les expériences vécues et de canaliser les problèmes substantiels d'aujourd'hui. Ceux-ci n'apparaissent que de façon superficielle dans l'espace public bourgeois tel qu'il se manifeste.

*Retranscription par Julien Bordier,
traduction de l'allemand
par Alexander Neumann.*